

Contribution Thématique : Solidarité Internationale

Pour un monde plus juste et plus solidaire

Kader ARIF, Marie-Arlette CARLOTTI, Harlem DESIR, Pierre SCHAPIRA, Yannick VAUGRENARD et Sylvie ANDRIEUX, Rémi BAZILLIER, Helmut BONNET, Claude BOSOM, Claire EDEY-GAMASSOU, Elisabeth GUIGOU, Adeline HAZAN, Charles JOSSELIN, Catherine TASCA.

Notre monde est enfermé dans cet étrange paradoxe : jamais sans doute il n'a clamé avec autant de force collective sa soif de justice, d'équité. Mais jamais il n'a laissé se creuser un tel fossé entre riches et pauvres. C'est le défi majeur de notre époque, dont dépend le sort de plus de la moitié de l'humanité, celle qui vit dans l'extrême pauvreté.

Parce que solidarité et internationalisme sont nos valeurs fondatrices, c'est au Parti Socialiste de structurer le débat politique sur les enjeux de solidarité internationale, de bâtir un projet pour la France, un projet pour l'Europe, qui porte notre vision du Monde.

I- La faillite du capitalisme financier impose de repenser l'équilibre mondial.

La dérégulation a atteint un point critique.

On savait déjà que, sans garde-fous et sans règles du jeu profondément amendées, la mondialisation fonctionne comme une machine à produire toujours plus de laissés pour compte. On sait désormais qu'elle est aussi une machine à produire toujours plus de crises : crise financière, énergétique, alimentaire et climatique. Les excès de la mondialisation sont même montrés du doigt par ses anciens thuriféraires, à l'instar d'un Joseph Stiglitz dénonçant le "*fondamentalisme du marché*".

La crise alimentaire actuelle illustre la complexité d'un monde dérégulé où tout est lié: les politiques commerciales inéquitables qui incitent les paysans du Sud à investir dans les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, le développement des cultures à des fins énergétiques aux dépens des cultures alimentaires, la flambée des prix du pétrole qui crée un fardeau supplémentaire pour les plus pauvres, le changement climatique qui multiplie sécheresses et inondations, la spéculation financière qui dope le prix des matières premières.

Cette absence de régulation a contribué à créer un monde soumis essentiellement aux forces du marché, au détriment des besoins les plus fondamentaux des populations des pays en développement. Les chiffres sont alarmants : la fortune des trois personnes les plus riches du monde dépasse le PIB cumulé des 48 pays les plus pauvres, près de 3 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour, 2,5 milliards n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 800 millions souffrent de la faim. La plupart des pays pauvres n'ont pas accès aux médicaments essentiels.

L'engagement politique n'est pas à la hauteur des enjeux : trop d'annonces non suivies d'effets !

Les chefs d'Etats ont pris des engagements qu'ils ne respectent pas : le Protocole de Kyoto sur la réduction de la production de CO2, la Déclaration de Doha sur la santé publique et l'accès aux médicaments essentiels, les Objectifs du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015, le Consensus de Monterrey pour consacrer 0.7% du PIB à l'aide au développement, les engagements du G8 à Gleneagles en 2005 pour augmenter l'aide aux pays pauvres de 50 milliards de dollars d'ici 2010 dont la moitié pour l'Afrique... On en est loin ! En 2007, l'Europe a connu une baisse scandaleuse de son aide publique au développement (APD). Et notre

pays se distingue particulièrement par ses mauvais résultats en la matière. Nicolas Sarkozy n'aime pas la solidarité en France. Il la méprise tout autant à l'international.

Pour peser sur ces problèmes mondiaux, le Parti Socialiste doit porter haut et fort ses valeurs, œuvrant pour la paix, les droits de l'homme et le développement durable.

Pour cela il faut définir, avec le PSE, l'IS et au sein du Forum Progressiste Mondial, un horizon politique ambitieux et les moyens concrets pour l'atteindre, à court et moyen terme. La solidarité internationale est depuis trop longtemps considérée comme une variable d'ajustement, un saupoudrage humanitaire au gré des crises.

Certes la mondialisation est un fait. Mais sa dérive actuelle n'est pas une fatalité!

II- Les Socialistes à l'avant-garde pour un nouvel ordre mondial.

Face à une crise systémique, la réponse ne peut être que globale et politique. A nous, Socialistes de mener le combat pour une mondialisation régulée et maîtrisée, au service des populations et non pas abandonnée aux seules forces du marché. Il faut mettre un point final au consensus de Washington, qui a fait tant de dégâts, et proposer un modèle alternatif de développement, fondé sur la solidarité et la coresponsabilité, et donnant la priorité à la convergence sociale et à la redistribution mondiale des richesses.

Dans ce "monde déboussolé", nous devons promouvoir une nouvelle gouvernance mondiale, nationale et locale.

► **Pesons pour des institutions internationales plus légitimes et démocratiques**, des institutions multilatérales (OMC, FMI, Banque Mondiale) soumises à un pilotage de l'ONU, et au sein desquelles l'Europe parle d'une seule voix.

► **Militons pour un "Conseil de Sécurité économique et social" donnant la priorité aux droits sociaux**, à la santé, à la culture, et **pour une Organisation mondiale de l'environnement** chargée de la mise en œuvre du protocole de Kyoto aujourd'hui, de Copenhague demain.

► **Agissons pour renforcer la gouvernance nationale et locale dans les pays du Sud.** L'implication des sociétés civiles et des autorités locales permettra d'adapter les politiques nationales aux spécificités de chaque territoire. Sans contact avec le terrain, l'aide manquera sa cible.

Pour servir le développement, réformons notre politique commerciale.

Le libre-échange n'est pas une fin en soi. Le commerce doit favoriser réellement le développement dans le cadre du cycle de Doha. Les Accords de Partenariat Economiques (APE) de l'UE doivent refléter cette logique.

► **Construisons une politique commerciale plus démocratique**, par une réforme en profondeur de l'OMC et de la politique commerciale européenne, pour un fonctionnement plus équitable et un contrôle parlementaire des négociations.

► **Renversons les priorités pour un commerce plus juste et protecteur**, qui place les normes sociales et environnementales et la promotion du travail décent en haut de son agenda, qui consacre et défend le "droit à l'alimentation", qui protège les préférences collectives (santé, sécurité alimentaire, services publics, etc.) et finance les biens publics mondiaux par des "Fonds structurels mondiaux".

► **Engageons-nous dans l'immédiat pour la suppression des subventions aux exportations agricoles** aux effets dévastateurs sur les pays du Sud, soutenons leurs agricultures vivrières et **interdisons la spéculation** sur les produits de première nécessité.

► **Jouons la carte de l'intégration régionale au Sud** et sauvagardons les dispositions asymétriques entre Nord et Sud dans les négociations commerciales.

Soyons ambitieux et innovants dans nos politiques de développement.

► **La solidarité internationale a un prix.**

Pour gagner la bataille des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), nous devons respecter l'objectif de 0,7% de la richesse consacrée à l'APD, sans "trucages" ni faux-semblants et avec un calendrier contraignant jusqu'en 2015, annuler totalement la dette des pays les plus pauvres et

créer un "impôt mondial" au service la solidarité internationale, fondé sur les richesses créées par la mondialisation (commerce des armes ou taxation des capitaux).

► **Le codéveloppement et la coopération décentralisée apportent une contribution décisive au développement.**

Mobilisons les élites qualifiées des diasporas et lançons un "Plan d'épargne développement" pour favoriser l'investissement productif des migrants dans leur pays d'origine.

Les projets menés ou soutenus par les acteurs locaux (associations, collectivités locales...) sont porteurs de formes inédites de participation politique : la coopération décentralisée doit être mieux reconnue et soutenue financièrement en France et en Europe.

► **Contribuer à enrainer la démocratie dans les pays en développement** ne relève pas seulement de préoccupations morales. C'est aussi un moyen de lutter efficacement contre la corruption et de favoriser un développement durable. Concrètement, la solidarité internationale doit apporter un soutien ciblé aux acteurs-clefs des processus démocratiques et soutenir résolument les Parlements dans leurs fonctions de contrôle démocratique.

III) "Un mur s'est effondré à l'Est. Ne laissons pas un autre mur s'élever sous nos yeux au Sud"¹.

Dans un monde qui se construit de plus en plus autour de grands pôles régionaux seuls à même de peser sur le cours de la mondialisation, les pays méditerranéens et africains restent à l'écart de ce mouvement. Cette fracture économique, sociale et politique est criante. Nous devons la résorber. L'Europe doit tourner ses regards vers son Sud : Méditerranée et Afrique.

La Méditerranée est la "nouvelle frontière" de l'Europe.

Notre "mer intime" est bien plus qu'une région "voisine" : elle mérite mieux que l'actuelle politique européenne de voisinage qui va de Marrakech à Moscou en imposant l'agenda sécuritaire du Nord sur les migrations et le terrorisme. La politique méditerranéenne doit être au cœur de la politique étrangère de l'Union européenne. Ne nous enfermons pas dans des initiatives franco-françaises ou euro-européennes, mais passons plutôt à un véritable dialogue concerté, basé sur la parité et la cogestion.

Tous les défis du monde actuel se retrouvent en Méditerranée. Beaucoup peuvent s'y résoudre, à condition d'en avoir la volonté. A nous Socialistes de renouer les liens entre les Etats et les peuples des deux rives, de donner à la Méditerranée un projet unificateur, et la volonté politique pour en porter les enjeux.

► **Construisons une véritable entité régionale qui pèse dans le dialogue mondial**, en définissant ensemble le cadre d'un partenariat inédit, à mi-chemin entre adhésion et simple association.

► **Dans l'immédiat, relançons une dynamique autour d'une avant-garde**, en lançant une "coopération renforcée" avec les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) pour les aider à surmonter leurs propres divisions. **Et avançons sur quelques dossiers concrets**, sur des projets pour un développement commun et durable : investissements sociaux, normes écologiques, infrastructures, maîtrise concertée des mouvements de population.

► **Renforçons l'Assemblée Parlementaire Euro-méditerranéenne (APEM)** et impliquons-nous dans la résolution du conflit au Proche-Orient. La crédibilité de l'UE en Méditerranée en dépend.

► Les prochaines perspectives financières européennes seront un test décisif de la volonté de l'Union de se doter des moyens de sa politique méditerranéenne. **Ne ratons pas cette échéance.**

L'Europe achève actuellement son processus d'unification au Nord et à l'Est. Cap au sud !

L'Afrique au cœur d'un nouveau partenariat avec la France et l'Europe.

Une nouvelle politique africaine pour la France.

Les liens entre la France et l'Afrique restent plus marqués par le passé que par une perspective d'avenir. La *Françafrique* se porte bien. Les démocrates sont les premières victimes de cette vision

¹ Lionel Jospin (discours à Marseille, mars 2002)

passéiste et raciste de "l'irrationalité" de l'homme africain qui ne serait "pas entré dans l'Histoire" (discours de N. Sarkozy à Dakar).

► **Les Socialistes doivent être animés par une double volonté**, de rupture avec "l'Afrique des réseaux" autour du *leitmotiv* "ni ingérence, ni indifférence", et de refus de tourner le dos aux Africains. La France des valeurs de progrès et de justice sociale que nous incarnons peut conforter nos liens privilégiés avec l'Afrique sur de nouvelles bases.

► **Nous devons proposer une politique de coopération clarifiée et renouvelée**, autour de quelques lignes-force :

- Une politique africaine transparente (débattue à l'Assemblée nationale) dans sa gestion et démocratique dans ses objectifs : soutien résolu aux processus démocratiques, prime à la démocratie et à la bonne gouvernance, renforcement des Etats dans leur capacité à assumer leurs missions régaliennes et de service public.

- Quelques propositions concrètes pour restaurer la confiance : priorité à la coopération décentralisée et au codéveloppement, concentrés sur des groupes cibles (femmes, jeunes) ; politique des visas concertée et solidaire (promotion des "migrations circulaires", échanges universitaires, etc.).

Un partenariat politique et stratégique à construire pour l'Europe.

C'est avec l'Europe que la France sortira par le haut de son "pré carré" en Afrique. Mais l'UE doit dépasser la logique "de donateur à receveur" pour construire un partenariat global, d'égal à égal, de continent à continent. La nouvelle stratégie UE-Afrique est un premier pas. Mais les moyens ne sont pas à la hauteur des ambitions. Nous devons promouvoir une nouvelle approche :

► Des engagements ont été pris (doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010, 1 milliard d'aide au commerce supplémentaire par an à partir de 2010). **Ces promesses doivent être tenues.**

► Le Fonds européen de développement (FED) doit être soumis au contrôle démocratique du Parlement européen, et ses crédits réorientés : **éducation et santé de base doivent être mieux reconnues.**

► La "cohérence" des politiques de l'Union ne doit pas rester un vain mot. A travers l'ensemble des politiques publiques européennes, **le développement doit être promu.**

► L'UE doit rester fidèle aux valeurs fondatrices de son partenariat avec l'Afrique : priorité à l'éradication de la pauvreté. **Les APE doivent être revus.**

► L'Union africaine est mobilisée en faveur de la prévention et de la résolution des conflits.

Ses efforts doivent être soutenus.

-oOo-

Les citoyens se sont emparés du débat sur la solidarité et la justice internationales.

Plus des deux tiers des Français et des Européens considèrent que la contribution de leur pays à la solidarité internationale est insuffisante. Ils ont raison !

La balle est dans le camp du Politique. A nous de proposer des solutions véritables, opérationnelles et durables, pour la mise en place d'un nouveau partenariat Nord/Sud, au service d'un monde plus juste, plus solidaire.

C'est la "feuille de route" que nous proposons aux Socialistes.